



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### GOVERNANCE 4.1

N° : 2024-10-51

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 18  
JM. GENESTIER  
C. RATEAU  
M. CHARNI  
MT. CORDONNIER  
D. GERVAIS  
S. BEAUFREMEZ  
A. SONRIER  
M. BARRIERE  
M. LAMBLIN (Pvr B. CACACE)  
G. MINELLI  
N. REDON  
S. EGOUNLETI  
T. VAUTRIN  
S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)  
J. PAIGNON  
O. BELLATON  
M. ROUBY  
B. CACACE

Abstention : 2  
D. BELOT  
PM. SALLE

Contre : 10

C. RAOULT - S. LADISA (Pvr C. RAOULT) - ne prennent pas part au vote.

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**DESIGNATION DES REPRESENTATIONS DE LA VILLE  
AUX CONSEIL D'ECOLES**

**RAPPORTEUR : Marie-Thérèse CORDONNIER**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

En application de l'article D411-1 du Code de l'Education, le conseil d'école qui se réunit au moins une fois par trimestre est composé de deux élus municipaux à savoir le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal.

Suite au décès de Fabienne GUENOUX qui siégeait aux Conseils d'écoles du groupe scolaire Thiers, il convient de procéder à de nouvelles désignations.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20241028-2024-10-51-DE  
Date de réception préfecture : 28/10/2024

Les nominations suivantes sont proposées :

Ecole maternelle Thiers :

- Montasser CHARNI – Adjoint au Maire,
- Thomas VAUTRIN – Conseiller municipal,

Ecole élémentaire Thiers :

- Montasser CHARNI – Adjoint au Maire,
- Thomas VAUTRIN – Conseiller municipal,

Ecole élémentaire Les Fougères :

- Didier GERVAIS – Adjoint au Maire,
- Nicolas REDON – Conseiller municipal,

Les désignations aux conseils d'écoles suivants restent inchangées :

Ecole maternelle Les Fougères :

- Didier GERVAIS – Adjoint au Maire,
- Jocelyne PAIGNON – Conseillère municipale,

Ecole maternelle Jean de La Fontaine :

- Sonia BEAUFREMEZ – Adjointe au Maire,
- Michel ROUBY – Conseiller municipal,

Ecole élémentaire Jean de La Fontaine :

- Sonia BEAUFREMEZ – Adjointe au Maire,
- Michel ROUBY – Conseiller municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Code de l'Education,  
**CONSIDERANT** l'avis de la Commission vie municipale du 11 octobre 2024,

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :**

**ARTICLE 1 : DESIGNER** les représentants municipaux aux conseils d'écoles suivants, les membres des autres conseils restant inchangés :

Ecole maternelle Thiers :

- Montasser CHARNI – Adjoint au Maire,
- Thomas VAUTRIN – Conseiller municipal,

Ecole élémentaire Thiers :

- Montasser CHARNI – Adjoint au Maire,
- Thomas VAUTRIN – Conseiller municipal,

Ecole élémentaire Les Fougères :

- Didier GERVAIS – Adjoint au Maire,
- Nicolas REDON – Conseiller municipal.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*